

<http://www.crifrance.com/communique-islamophobie/article/unis-face-a-l-arbitraire>



# Unis face à l'arbitraire

- Communiqués -



Date de mise en ligne : vendredi 5 février 2021

---

**Copyright © Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie - Tous droits réservés**

---

**La République est notre bien commun. Elle est la garante de nos libertés fondamentales. Nous devons la protéger des dérives liberticides et sécuritaires sans perdre de vue le fait que dans l'histoire nationale, la République a déjà été réduite à une simple modalité d'organisation du pouvoir : les pleins pouvoirs.**

La République demande une vigilance de tous les citoyens et citoyennes qui en composent le corps. Elle vit par la liberté de chacun des Français et elle meurt quand leurs droits sont bafoués.

Malheureusement, des ambitions politicardes, insidieuses mais puissantes, gangrènent lentement les fondements de notre Etat de droit. Ces ambitions sont d'inspiration totalitaire et la manifestation d'un projet politique conscient, théorisé, dont le but n'est autre que de faire prévaloir les normes capitalistiques sur les droits de l'Homme.

Ce travail de sape concerne de multiples sphères : les quartiers, les services publics et notamment l'école, le tissu associatif, les structures d'exercice du culte. Il s'invite même dans la sphère privée en détournant le sens des mots, des choses, des valeurs et de la mesure.

La logique sécuritaire a engendré énormément de drames qui ont endeuillé notre communauté nationale ces dernières années.

Perdre la vie est un drame, perdre la vue l'est aussi

Beaucoup de jeunes des quartiers populaires et/ou des mutilés parmi les gilets jaunes peuvent en témoigner.

Or, face aux violences policières répétées, face aux fichages de masse, force est de constater que notre division est en Marche. Regardons les choses en face : une société civile désorganisée et désunie n'a pas suffisamment de moyens d'agir contre ceux qui veulent la museler.

Notre objectif est donc d'en terminer avec l'impuissance face à celles et ceux qui malmènent la cohésion nationale et la fraternité ou qui violent nos droits et bafouent nos libertés.

**Pour ce faire, la Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie sonne la mobilisation générale de toutes les organisations de la société civile pour faire face aux deux projets de lois liberticides : loi sécurité globale et loi séparatisme.**

La démarche de l'exécutif est, en effet, pernicieuse, car en jouant les vases communicants entre ces deux lois qui comportent peu ou prou les mêmes dispositifs liberticides, le but est de diviser et d'étouffer la contestation. Ils rêvent effectivement d'une mobilisation dispersée pour faire passer l'une ou l'autre de ces lois.

**Il est désormais impératif de rassembler toutes les organisations et tous les collectifs de citoyens qui luttent**

### contre les différentes mesures législatives proposées dans lesdites lois.

De nombreux collectifs d'associations refusent encore de faire le lien pourtant évident entre la loi sécurité globale et la loi séparatisme. La Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie en a fait l'amère constatation dans plusieurs villes de France. Nous dénonçons fermement cette attitude peu coopérative voire hostile et nous appelons toutes les organisations à sortir des carcans idéologiques pour aller vers une coordination la plus large possible avec un objectif bien précis : faire reculer le gouvernement sur les atteintes aux droits des citoyens et citoyennes en général et des minorités en particulier.

Le degré d'évolution d'une société se mesure par le traitement qu'elle réserve à ses minorités.

Or, sur ce point, la France est devenue l'homme malade des démocraties. Les médias et les instances de défense des Droits de l'Homme à l'international dénoncent d'ailleurs régulièrement le climat hostile aux français musulmans.

Malgré les gesticulations des responsables politiques et les protestations méprisantes des éditorialistes qui se gargarisent d'être les représentants du pays des droits de l'Homme, les faits sont têtus.

Quand un ministre de la République assume clairement l'envoi des policiers pour intimider des personnes alors qu'elles ne sont impliquées dans aucune affaire, juste pour "faire passer un message" à toute une communauté, c'est bel et bien de l'islamophobie d'État.

Quand un État, qui se dit le chantre de la laïcité, se permet d'imposer un label de "républicanisme" à un seul culte, c'est une violation manifeste des principes de ladite laïcité. C'est même une décadence. Si en même temps, le ministre de l'intérieur chargé des relations avec les cultes menace les organisations qui ne collaborent pas de représailles, cela devient le comble de l'arbitraire.

Des Cellules départementales de Lutte contre l'Islamisme et le Repli communautaire (CLIR), ont été créées et sont dirigées par les préfets. Selon la circulaire Castaner du 27 novembre 2019, les préfets sont invités à user généreusement de leurs pouvoirs de police pour sanctionner, par des moyens détournés, des personnes ou des lieux (commerces, associations, écoles, lieux de culte, clubs de sport) soupçonnés de « séparatisme ».

Sur la base de signalements adressés aux autorités par les services de renseignement ou par d'autres acteurs (Éducation nationale, élus, associatifs), il s'agit pour l'administration de déclencher des contrôles de toutes natures, en cherchant une faille dans laquelle s'engouffrer.

Une simple entorse aux normes d'hygiène et de sécurité, au droit du travail, au droit des étrangers, ou le non-paiement des impôts et cotisations sociales (CAF, Urssaf, etc.) permettent de motiver une fermeture administrative ou un redressement.

Cette situation de quasi-chasse aux musulmans ne doit laisser personne indifférent.

C'est une véritable décadence comme le décrivait très justement Aimé Césaire : « Une civilisation qui s'avère

incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente. Une civilisation qui choisit de fermer les yeux à ses problèmes les plus cruciaux est une civilisation atteinte. Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde ».

Nous avons là, un sombre tableau de ce qu'est devenue notre République. Le pays vit un déclassé certain que la crise sanitaire n'a fait qu'exposer aux yeux de toutes et tous. Nos politiques ont, en effet, brillé par leurs incompétences à résoudre les problèmes.

Pire encore, nos politiques cherchent à détourner l'attention en créant des ennemis de l'intérieur. Ils agitent le voile comme on agite un chiffon rouge et rusent avec la laïcité qu'ils prétendent garantir pour mieux détourner. Ils ont fait du bouclier un glaive et ont transformé une loi qui protège la liberté de conscience en un athéisme d'État.

Ça suffit !

Rejoignez nous pour faire front commun.

[Crifrance.com](http://Crifrance.com)

07.81.63.96.41